

00 B19.6

20 OCT. 2005

2902

C'PRO GROUPE
SARL AU CAPITAL DE 1.120.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : Z.I. BRIFFAUT EST - 6-8 RUE PAUL HENRI SPAAK - 26000 VALENCE
RCS ROMANS 430.355.495.

DECISION UNANIME DES ASSOCIES

Les soussignés

Madame Marie-Laure BRENIER, propriétaire de 10.889 parts sociales,
Monsieur Pierre-Eric BRENIER, propriétaire de 101.111 parts sociales,

seuls associés de la société à responsabilité limitée C'PRO GROUPE

APRES AVOIR PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIV

Les soussignés envisagent de transformer la société C'PRO GROUPE en société par actions simplifiée (SAS).

Cette transformation ne pourra être décidée par la collectivité des associés que sur présentation par un commissaires aux comptes inscrit, conformément aux dispositions de l'article L 223-43 alinéa 3 du Code de Commerce, d'un rapport sur la situation de la société.

Le commissaire aux comptes peut être désigné par décision unanime des associés et peut être le commissaire aux comptes de la société.

ONT PRIS A L'UNANIMITE, LA DECISION SUIVANTE PORTANT SUR LA DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES INSCRIT (ARTICLE L 223-43 ALINEA 3 DU CODE DE COMMERCE)

DECISION UNIQUE

Les associés décident de désigner Monsieur Jean-Pierre PEDRENO, actuel commissaire aux comptes titulaire de la société,

Comme commissaire chargé d'établir le rapport sur la situation de la société conformément aux dispositions de l'article L 223-43 alinéa 3 du Code de Commerce.

Fait à VALENCE
Le 02 Septembre 2005

Pour copie certifiée conforme
Le Gérant
Mr Pierre-Eric BRENIER



C'PRO GROUPE
SARL AU CAPITAL DE 1.120.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : Z.I. BRIFFAUT EST – 6-8 RUE PAUL HENRI SPAAK - 26000 VALENCE
RCS ROMANS 430.355.495.

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'an deux mille cinq
Le 30 septembre
A 11 heures

Les associés de la société C'PRO GROUPE, société à responsabilité limitée au capital de 1.120.000 euros, divisé en 112.000 parts de 10 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur la convocation de la gérance.

Sont présents :

- Monsieur Pierre-Eric BRENIER, propriétaire de 101.111 parts sociales,
- Madame Marie-Laure BRENIER, propriétaire de 10.889 parts sociales.

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales émises par la Société. Les associés présents ou représentés possédant ainsi 112.000 parts, soit la totalité du capital social, l'Assemblée Générale Extraordinaire peut valablement délibérer.

Le commissaire aux comptes régulièrement convoqué est excusé.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Pierre-Eric BRENIER, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Transformation de la société en société par actions simplifiée,
- Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme,
- Nomination du président,
- Maintien des commissaires aux comptes dans leurs fonctions,
- Dispositions transitoires,
- Pouvoir pour les formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le rapport établi par la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée et le projet de statuts de la société sous sa nouvelle forme,
- copie de la lettre de convocation adressée aux associés,
- copie de la lettre de convocation adressée au commissaire aux comptes,
- le rapport de Monsieur Jean-Pierre PEDRENO sur la situation de la société.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions. L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture à l'Assemblée du rapport de la gérance, puis du rapport de Monsieur Jean-Pierre PEDRENO, commissaire aux comptes, sur la situation de la société. Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

(EB)

RUD

Le Président rappelle les principales motivations de cette transformation :

- Une homogénéisation des différentes formes sociales des sociétés du groupe. Il est rappelé que les sociétés C'PRO et C'PRO DOMENJOZ ont été transformées en sociétés par actions simplifiées par assemblées du 27 septembre dernier et qu'ainsi l'ensemble des filiales de la société C'PRO GROUPE a désormais une forme sociale identique,
- L'adoption d'une forme sociale identique permet de gérer de façon plus simple les différentes obligations juridiques au niveau de chaque société et donne une vision plus claire de la structuration du groupe à nos tiers partenaires.
- La forme SAS permet de désigner des Présidents personnes morales, ce qui assure une sécurité en terme de continuité de direction au niveau de nos filiales. En effet, en cas de décès d'une personne physique dirigeante, la société en cause peut se trouver provisoirement privée de direction jusqu'à ce qu'une nouvelle assemblée puisse valablement se réunir pour nommer un remplaçant. Si le Président est une personne morale, la disparition du représentant permanent et la nomination de son remplaçant sont gérées uniquement au sein de cette personne morale dirigeante. Nous vous proposons ainsi une gestion simple et immédiate de ce problème au sein des statuts de notre société sous sa nouvelle forme.
- La forme SAS permet d'instaurer un Comité de Direction composé d'associés ou non. Dans le cadre de la société C'PRO GROUPE, ceci nous permettra d'associer notamment à certaines décisions stratégiques ou de développement des personnes qui feront bénéficier la société de leurs expériences et de leur savoir-faire dans un cadre statutaire défini, plus souple qu'un conseil d'administration et sans pour autant leur donner de pouvoirs d'engager la société vis-à-vis des tiers.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu le rapport de la gérance et le rapport de Monsieur Jean-Pierre PEDRENO, commissaire aux comptes, sur la situation de la société, l'assemblée, constatant que les conditions légales de validité de sa décision sont réunies, décide de la transformation de la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, en conséquence de la décision qu'elle vient de prendre de transformer la société en société par actions simplifiée, et après avoir pris connaissance des statuts de la société sous sa nouvelle forme qui lui sont proposés, décide d'adopter, article par article, ces nouveaux statuts.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale nomme en qualité de premier président de la société par actions simplifiée :

Monsieur Pierre-Eric BRENIER demeurant Rue Marcel Vivier – 26500 BOURG LES VALENCE

Monsieur Pierre-Eric BRENIER, présent, déclare accepter les fonctions pour lesquelles il a été désigné. Il déclare en outre qu'aucune interdiction, incompatibilité ou disposition quelconque n'est susceptible de l'empêcher d'exercer les fonctions auxquelles il vient d'être nommé.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

PKB

M B

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale déclare que les fonctions de Monsieur Jean-Pierre PEDRENO commissaire aux comptes titulaire et de la société AUDIT SUD EST commissaire aux comptes suppléant, se poursuivront jusqu'au terme prévu lors de leur nomination, savoir jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée déclare que l'adoption de la forme de la société par actions simplifiée n'entraînera pas de modification de la date de clôture de l'exercice en cours qui demeure fixée au 31 mars 2006.

Les comptes de cet exercice seront établis, contrôlés et présentés à l'assemblée conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de Commerce.

Un seul rapport de gestion sera présenté à l'assemblée appelée à statuer sur lesdits comptes ; il sera établi d'un commun accord entre les anciens et les nouveaux dirigeants.

Les fonctions de gérant assumées par Monsieur Pierre-Eric BRENIER prennent fin à compter de ce jour sous réserve des décisions prises ci-dessus relatives à son rapport de gestion.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés présents ou leur mandataire.

Pierre-Eric BRENIER



Marie-Laure BRENIER



Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE VALENCE

Le 10/10/2005 Bordereau n°2005/1 (OR) Case n°19

Enregistrement : 75 €

Taxe : 36 €

Total liquidé : cent onze euros

Montant reçu : cent onze euros

La Receveuse divisionnaire



Claudine BARAQUAND
Agent des impôts

DUPLICATA

C'PRO GROUPE
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 1.120.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : ZI BRIFFAUT EST - 6-8 RUE PAUL HENRI SPAAK - 26000 VALENCE
RCS ROMANS 430.355.495

STATUTS

Statuts adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés réunie le 30 septembre 2005.

Pour copie certifiée conforme
Le Président
Monsieur Pierre-Eric BRENIER



C'PRO GROUPE
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 1.120.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : Z.I. BRIFFAUT EST – 6-8 RUE PAUL HENRI SPAAK
26000 VALENCE
RCS ROMANS 430.355.495.

S T A T U T S

Titre I – Préambule – Dénomination – Objet - Siège - Durée

ARTICLE 1. Préambule - Forme

La société a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seings privés en date du 23 Mars 2000 pour une durée de 99 années. Elle a été immatriculée au RCS de ROMANS le 18 avril 2000.

La société a été transformée en société par actions simplifiée par l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 30 Septembre 2005, intervenue sans création d'un être moral nouveau.

La société continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par les dispositions en vigueur, notamment par la loi du 24 juillet 1966 et celle du 12 Juillet 1999 et ses décrets d'application, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination sociale est : C'PRO GROUPE

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales «S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- l'activité de centrale d'achat de tous produits, gestion de stocks de marchandises, centrale de référencement,
- toutes prestations de services dans les domaines de la comptabilité, l'informatique, le marketing, le recrutement de personnel, le management, les services techniques et de maintenance, la logistique, la dispatch et dans tous domaines ayant trait à la gestion et aux services aux entreprises,
- toutes opérations de gestion financière, gestion, prises et cessions de participations dans toutes sociétés quelle qu'en soit la forme ; l'acquisition, la cession et la gestion de tous droits et biens immobiliers.

- le tout directement ou indirectement par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits, sous réserve des lois et décrets d'application régissant son activité,

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement.

Article 4 - Siège social - Succursales

Le siège de la Société est 6 - 8 RUE PAUL HENRI SPAAK – ZI BRIFFAUT EST - 26000 VALENCE.

Il peut être transféré en tout endroit par simple décision du Président.

Article 5 - Durée - Année sociale

1- La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter du 06 Mars 1991, date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

2 - L'année sociale commence le 1^{er} Avril et finit le 31 Mars.

Titre II - Apports - Capital Social - Actions

Article 6 - Formation du capital

- Apports lors de la constitution de la société :

Monsieur Pierre-Eric BRENIER apporte à la société sous les garanties ordinaires de droit :

- 1.625 actions de 100 Francs valeur nominale chacune de la société anonyme C'PRO, au capital de 250.000 Francs dont le siège social est Z.I. BRIFFAUT EST - Route de Chabeuil - 26000 VALENCE, immatriculée au RCS de ROMANS sous le numéro B/381.228.386, ayant pour activité le négoce de matériel de reprographie et d'impression, matériel et mobilier de bureau, ainsi que la maintenance et la réparation de ces matériels,

- Ces actions ont été évaluées à la somme de 580 € par action, soit une valeur globale de 942.500 €,
- Les actions apportées ont été souscrites par Monsieur Pierre-Eric BRENIER lors de la constitution de la société en en mars 1991.

Madame Marie-Laure BRENIER apporte à la société sous les garanties ordinaires et de droit :

- 175 actions de 100 Francs valeur nominale chacune de la société anonyme C'PRO, au capital de 250.000 Francs dont le siège social est Z.I. BRIFFAUT EST - Route de Chabeuil - 26000 VALENCE, immatriculée au RCS de ROMANS sous le numéro B/381.228.386, ayant pour activité le négoce de matériel de reprographie et d'impression, matériel et mobilier de bureau, ainsi que la maintenance et la réparation de ces matériels,

- Ces actions ont été évaluées à la somme de 580 € par action, soit une valeur globale de 101.500 €,
- Les actions apportées ont été souscrites par Madame Marie-Laure BRENIER lors de la constitution de la société en en mars 1991.

Monsieur et Madame BRENIER rappellent qu'ils sont mariés sous le régime de la séparation des biens et que les biens apportés constituent des biens propres dont ils ont la libre disposition. En conséquence les parts sociales qui leur seront attribuées en rémunération de leurs apports constitueront également des biens propres à chaque époux.

Le montant total des apports en nature effectués par les deux associés fondateurs s'établissent en conséquence à 1.044.000 € (UN MILLION QUARANTE QUATRE MILLE Euros).

Concernant les apports en nature réalisés par les deux associés fondateurs, ces derniers précisent expressément :

- que ces apports ont été évalués connaissance prise des conditions stipulées les concernant et du rapport établi le 14 Mars 2000 par Monsieur Christian GARROUTEIGT commissaire aux comptes inscrit au tableau de l'ordre et demeurant Place de la PECOURTE à AUBENAS (07100) désigné par tous les associés fondateurs en qualité de commissaire aux apports.

- que la société aura la propriété des biens et droits apportés à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, mais elle en aura la jouissance immédiate par la perception de tous fruits, dividendes ou revenus distribués à compter de ce jour. La société bénéficiaire des apports sera plus généralement substituée dans tous les droits et obligations attachés aux actions cédées.

- que l'apport des 1.800 actions au profit de la société C'PRO GROUPE a fait l'objet d'un agrément du Conseil d'administration de la société C'PRO en date du 1er Mars 2000.

- que les 1.800 actions objets du présent apport sont entièrement libérées et ne sont grevées d'aucune inscription de nantissement, qu'elle ne font pas l'objet de saisie et que chacun des apporteurs peut en disposer librement.

En rémunération des apports effectués :

Monsieur Pierre-Eric BRENIER se voit attribuer 94.250 parts sociales de 10 Euros valeur nominale de la société C'PRO GROUPE.

Madame Marie-Laure BRENIER se voit attribuer 10.150 parts sociales de 10 Euros valeur nominale de la société C'PRO GROUPE.

Soit TOTAL des parts intégralement libérées et rémunérant les apports en nature : 104.400 parts

- Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 5 novembre 2002, le capital social a été augmenté, d'une part, d'une somme de 64.489,80 euros prélevée sur la réserve spéciale de l'article 219-I-f du CGI, et, d'autre part de la somme de 11.510,20 euros prélevée sur les autres réserves. Cette augmentation de capital, portant le capital social à la somme de 1.120.000 euros s'est traduite par la création de 7.600 nouvelles parts sociales attribuées aux associés au prorata de leurs droits sur les réserves incorporées.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à UN MILLION CENT VINGT MILLE euros (1.120.000 euros).

Il est divisé en 112.000 actions de 10 Euros valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Article 8 - Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, sur rapport du Président de la Société, par décision collective des associés prise dans les conditions fixées à l'article 31.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. La collectivité des associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, la collectivité des associés statue aux conditions de majorité prévues à l'article 31.

La collectivité des associés peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 9 - Libération des actions

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 10 - Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 11 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « *nominatifs purs* » ou des comptes « *nominatifs administrés* » au choix de l'associé.

Article 12 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Sauf aux intéressés à notifier à la société dans le mois de l'acte constatant le démembrement des actions en cause une répartition différente, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-propiétaire peut participer aux décisions collectives même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

Article 13 - Cession et transmission des actions

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

Article 14 - Agrément

Toute transmission et cession d'actions, même entre associés, au profit d'un ascendant, descendant d'un associé, comme les transmissions à cause de mort au profit de tous héritiers ou ayants droit, transmission au conjoint d'un associé de son vivant ou dans le cadre d'une liquidation de communauté entre époux, ou au profit de tiers est soumise à l'agrément préalable du Président.

L'agrément concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la pleine propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, dissolution par réunion de toutes les parts en une seule main, apports, succession etc...).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature ; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS) et s'il s'agit d'une personne morale l'identité complète de ses associés ou actionnaires et de ses dirigeants ; et, dans tous les cas : la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération. En cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, le président de la société dispose d'un délai maximum de trois mois (de date à date) pour agréer ou non la personne désignée ; il notifie sa décision au demandeur. À défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'a agréé pas la personne désignée, le président est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un associé, soit par un tiers,

soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital.

A défaut d'accord entre les parties sur la détermination du prix, celui-ci sera fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu ci-dessus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

Nantissement : Lorsque la société par l'intermédiaire de son Président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

Toute cession ou transmission réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 15 – Clause de non concurrence

En cas de transmission à un tiers de toutes les actions dont il est propriétaire dans la société, pour quelle que cause que ce soit,

sauf dans l'hypothèse où il s'agirait de la transmission à une personne morale, régulièrement agréée dans les conditions de l'article 14 ci-dessus, et au sein de laquelle un associé personne physique cédant détient et détiendra, la majorité du capital social de cette personne morale et en sera directement ou indirectement le dirigeant de droit,

tout associé cédant, et s'il s'agit d'une personne morale son représentant personne physique et/ou son associé majoritaire personne physique,

s'engagent à ne pas exploiter et/ou à s'intéresser directement ou indirectement, et/ou en qualité de salarié, dirigeant, mandataire, associé, bailleur de fonds, locataire-gérant, commanditaire ou autrement dans/à toutes entreprises, sociétés, groupements, structures quelle qu'en soit la forme, ayant des activités similaires, connexes ou complémentaires ou de nature à faire concurrence à celles de la société "C'PRO GROUPE" et/ou auprès des clients de la société C'PRO GROUPE et ce, pendant une durée de TROIS (3) années à compter du jour de la signature de l'acte ayant constaté la transmission de tout ou partie de ces actions. Cette interdiction s'applique sur la région Rhône – Alpes.

Elle devra être respectée rigoureusement à peine de dommages et intérêts au moins égaux au chiffre d'affaires qui pourra être réalisé par le contrevenant en contravention avec la présente interdiction, sans préjudice du droit pour la société "C'PRO GROUPE" de faire cesser l'infraction.

Article 16 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à la part fixée par les présents statuts et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf disposition contraire des statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

Titre III - Direction et contrôle de la Société

Article 17 – Président

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à la majorité absolue des voix.

Le mandat du Président est à durée indéterminée.

Il ne pourra être révoqué, pour justes motifs, que par décision de la collectivité des associés statuant à la majorité absolue des voix. Le Président, s'il est actionnaire peut participer au vote.

Le Président peut démissionner.

17.1. Lorsque le Président est une personne morale, cette personne morale est tenue lors de sa nomination de désigner un représentant permanent personne physique qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale Président révoque son représentant permanent, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et la désignation du nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

17.2. Dans l'hypothèse où le Président personne physique est Monsieur Pierre-Eric BRENIER, et uniquement en cas de décès ou d'empêchement médicalement constaté, le Comité de Direction, s'il a été constitué nomme un nouveau Président de son choix ou délègue un des ses membres aux fonctions de Président.

En cas d'empêchement, cette délégation ou cette nomination est faite pour une durée limitée et qui ne peut excéder trois mois, renouvelable au maximum une fois. A l'issue de cette période, et si Monsieur Pierre-Eric BRENIER est toujours empêché, une assemblée générale doit être convoquée à brefs délais pour désigner un nouveau Président. De plus dès que Monsieur Pierre-Eric BRENIER n'est plus empêché, il retrouve automatiquement ses fonctions de Président.

En cas de décès, cette nomination ou cette délégation vaut uniquement jusqu'à l'élection du nouveau Président par l'assemblée générale ordinaire des associés, qui doit être convoquée par le nouveau Président dans des délais raisonnables.

Dans ces deux hypothèses, et pour les mêmes durées, le Comité de Direction délègue également un de ses membres personne physique ou nomme une personne physique de son choix, ès qualité de représentant permanent de la Société C'PRO GROUPE mandataire social dans d'autres sociétés.

Dans l'hypothèse où le Président est une personne physique autre que Monsieur Pierre-Eric BRENIER, il est pourvu directement à son remplacement par l'assemblée générale des associés convoquée sans délai par l'associé le plus diligent.

Article 18 - Pouvoirs du Président

1 - Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

Article 19 – Comité de Direction

Le Président peut désigner un Comité de Direction qui sera composé de cinq membres au plus, associés ou non. Les membres du Comité de Direction sont nommés à durée indéterminée. Ils sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués, à tout moment et ad nutum, par le Président.

Les membres du Comité peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les membres personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent personne physique qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et la désignation d'un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Le Président de la Société désigné par la collectivité des associés est Président de droit du Comité de Direction.

Les membres sont convoqués aux séances du Comité de Direction par le Président, par tous moyens, même verbalement. Les délibérations sont prises à la majorité de ses membres. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Ce Comité s'il est désigné par le Président, a les pouvoirs suivants :

- Fixation de la rémunération du Président et des autres membres de direction,
- En cas de décès ou d'empêchement de Monsieur Pierre-Eric BRENIER, Président personne physique, pouvoir temporairement à son remplacement jusqu'à la réunion d'une assemblée générale nommant un nouveau Président, ainsi qu'à la désignation d'un représentant permanent personne physique de la société C'PRO GROUPE ès qualité de mandataire social.

Il peut être consulté par le Président pour donner un avis sur tout sujet intéressant l'activité sociale, comme sur toute question relative à la stratégie et au développement de la société.

Article 20 - Autres dirigeants

Le Président peut également nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, dont il fixera les pouvoirs.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par le Président, en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 21 - Rémunération des dirigeants

La rémunération du Président et celle des autres dirigeants est déterminée par *le Comité de direction*. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Article 22 - Conventions

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 23 - Représentation sociale

Les Délégués du Comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent leur mandat auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Article 24 - Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

Titre V - Décisions collectives

Article 25 - Décisions devant être prises collectivement

Doivent être prises collectivement les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution de la Société et nomination du liquidateur,
- prorogation de la Société,
- transformation en Société d'une autre forme,
- nomination des Commissaires aux Comptes,

- nomination et révocation du Président, sous réserve des cas spécifiquement prévus à l'article 17.2. ci-dessus,
- approbation des comptes annuels (même dans le cadre d'une liquidation), l'affectation des bénéfices, et l'approbation des conventions réglementées définies à l'article L227-10 du code de Commerce sur présentation des rapports du commissaire aux comptes,

et ce, dans les conditions prévues par les présents statuts.

En outre, doivent être prises à l'unanimité des associés toutes modifications ou adoption de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément préalable pour toutes cessions d'actions, la suspension des droits de vote, l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions que ce soit consécutivement ou non au changement de contrôle d'une personne morale, le changement de nationalité de la Société, ainsi que toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence de Président, ou du Comité de Direction quand il est constitué, dans les conditions prévues aux présents statuts, y compris si elles emportent modification des statuts. Le Président peut cependant consulter les associés collectivement sur tout sujet qu'il juge utile.

Les décisions collectives des associés sont au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'approbation des conventions réglementées de l'article L 227-10 du code de commerce et la répartition des résultats devront être prises en Assemblée Générale.

Article 26 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « *oui* » ou « *non* ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Article 27 - Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une Assemblée Générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé par tous les associés.

Article 28 - Assemblée Générale

1 - Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée, soit par le Président, soit par l'un des associés uniquement dans le cas prévu à l'article 17.2. ci-avant, soit par le commissaire aux comptes en cas de carence du Président et après une mise en demeure demeurée infructueuse.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs. L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du

département du siège social, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

3 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé.

4 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée peut désigner un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et s'il a été désigné, le Secrétaire, et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

Article 29 - Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

Article 30 - Majorité

Chaque action donne droit à une voix.

Toutes décisions collectives, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la Loi, seront prises à la majorité absolue des voix. Pour le décompte des voix sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné, les abstentions sont considérées comme des votes contre.

Titre VI - Exercice social - Comptes sociaux – Affectation et répartition des bénéfices

Article 31 - Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 32 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L.123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 33 - Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Quel que soit le nombre d'actions qu'ils détiennent, tous les associés percevront le même dividende.

Article 34 - Mise en paiement des dividendes

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VII - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital - Transformation - Dissolution - Liquidation

Article 35 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 36 - Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, aux conditions de majorité ci-avant fixées sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 37 - Dissolution - Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Titre VIII - Contestations

Article 38 - Contestations

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

Fait à VALENCE
Le 30 Septembre 2005
En autant d'exemplaires que requis par la loi.